

VEILLE SECTORIELLE

Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°07 – juillet/août 2026

Sommaire

Les infos à retenir

Transition Écologique & Énergétique

1. Centrales à gaz : Lancement du premier appel d'offres
2. Communiqué de presse du BMWE en réaction aux faibles réserves de gaz
3. Proxima devient la première licorne européenne de la fusion nucléaire
4. Amendement à la loi sur les énergies renouvelables et paquet réseau validés en Conseil des ministres
5. Amendement à la loi sur l'éolien en mer voté en Conseil des ministres
6. Débat sur l'inscription de l'adaptation au changement climatique dans la Constitution
7. Réactions du ministre C. Schneider à la proposition

de la Commission sur la révision d'ETS1

8. Un futur plan d'action pour renforcer la protection des mers
9. L'Allemagne risque de ne pas atteindre son objectif annuel de réduction des émissions en 2026
10. Déplacement du ministre Schneider en Ukraine
11. L'Allemagne et l'Azerbaïdjan renforcent leurs relations bilatérales
12. L'Allemagne et l'Algérie renforcent leur coopération pour réduire les émissions de méthane

Transports

1. La sécheresse affecte le fret fluvial

Entreprises & International

1. Volkswagen valide son plan de 50 000 licenciements

2. Siemens progresse dans son programme de restructuration « One Tech Company »

3. Nouvelle position de la VDMA sur la Chine

4. Les parlementaires de la coalition poussent en faveur d'une protection commerciale renforcée

5. Les industriels des secteurs de la défense et du spatial réalisent d'importantes levées de fonds

Numérique & Innovation

1. Le gouvernement fédéral présente sa nouvelle stratégie start-ups et scale-ups

2. L'Allemagne renforce sa coopération avec la France et le Royaume-Uni sur la sécurité de l'IA

[_Toc239783114](#)

Les infos à retenir

Conseil des ministres franco-allemands

Le 26^e Conseil des Ministres franco-allemand s'est tenu le 17 juillet 2026 à Brühl (Rhénanie du Nord-Westphalie). Les conclusions adoptées comportent 3 volets : le renforcement de la compétitivité des économies française et allemande ; de l'Union européenne ; des sociétés et des liens entre les peuples. Les principaux résultats en matière économique concernent le renforcement de la coopération en matière numérique (création de l'agence d'innovation de rupture, positions communes sur l'EU Quantum Act), les efforts de simplification et de réduction de la bureaucratie, ainsi que la réaffirmation de la détermination commune pour la mise en œuvre de l'Union de l'épargne et de l'investissement. (Source : [Elysée](#))

Remaniement ministériel

Un remaniement ministériel partiel a eu lieu fin juillet au sein du gouvernement fédéral. La ministre de la Santé, Nina Warzen, est devenue ministre, cheffe de la Chancellerie fédérale. Carsten Linnemann, secrétaire général de la CDU, la remplace au poste de ministre de la Santé. Steffen Bilger, Secrétaire d'Etat de 2018 à 2021 au sein du ministère fédéral des Transports et du numérique a été nommé ministre des Transports à la place de Patrick Schnieder.

Transition Ecologique & Energétique

1. Centrales à gaz : Lancement du premier appel d'offres

La loi sur la sécurité d'approvisionnement en électricité et les capacités (StromVKG) a été adoptée les 9 et 10 juillet au Parlement, ouvrant ainsi la voie à la construction de nouvelles centrales à gaz en Allemagne. Elle prévoit

dans un premier temps 9 GW de capacités de production supplémentaires. Ainsi, l'Agence fédérale des réseaux a lancé le 21 juillet le premier appel d'offres de ce segment pour un volume de 4,5 GW, portant sur des capacités dites « long terme » pouvant produire de manière continue sur une longue période. La date limite de soumission des offres est fixée au 8 septembre pour une publication des résultats prévue le 3 novembre. Les centrales doivent être mises en service d'ici 2031. Dans ce même segment, un second appel d'offre d'un volume similaire (4,5 GW) doit être lancé d'ici la fin de l'année 2026. D'autres appels d'offres ouverts à toutes les technologies suivront. L'autorisation de la Commission européenne au titre des aides d'État a été délivrée le 2 septembre pour un volume d'aide estimé entre 15,6 et 35,2 Md€. Plusieurs associations et acteurs du secteur ont déposé au cours de l'été un recours auprès de la Commission européenne (Deutsche Umwelthilfe, Green Planet Energy) regrettant l'absence de neutralité technologique prévue par la loi, les appels d'offres favorisant selon elles les centrales à gaz au détriment des dispositifs de stockage. À noter, le BMWÉ prévoit en 2027 une loi visant à mettre en œuvre un marché de capacités à partir de 2032. (Source : [BNetzA](#), [CE](#), [BMWÉ](#))

2. Communiqué de presse du BMWÉ en réaction aux faibles réserves de gaz

Alors que les réserves de gaz sont actuellement remplies à environ 54 %, et que l'objectif prévu de remplissage de 70 % au 1^{er} novembre semble difficilement atteignable, le Ministère fédéral allemand de l'Économie et de l'Énergie (BMWÉ) a publié le 20 août un communiqué de presse en réaction aux nombreuses critiques exprimées par l'opposition politique et les experts du secteur dénonçant l'absence de mesures prises

face à cette situation. Dans ce communiqué, le ministère justifie sa retenue et juge une intervention de l'État superflue « *D'après les informations dont nous disposons actuellement, il ne faut pas s'attendre à une pénurie de gaz cet hiver [...] des niveaux de stockage compris entre 60 et 70 % au début de l'hiver pourraient en principe, combinés à d'autres possibilités d'importation, suffire à couvrir une demande hivernale moyenne* ». Le ministère indique cependant préparer des mesures ciblées pouvant être mises en œuvre rapidement en cas de détérioration de la situation (Sources : [BMWE/Table media](#)).

3. Proxima devient la première licorne européenne de la fusion nucléaire

À l'issue d'une nouvelle levée de fonds de 411 M€, le 7 juillet, la plus importante jamais réalisée par une start-up européenne du secteur, Proxima Fusion, basée à Munich, est devenue la première licorne européenne de la fusion, avec une valorisation d'environ 2,4 Md€. Le tour de table a vu la participation notamment de RWE, KfW Capital et de l'Agence fédérale pour l'innovation de rupture (SPRIND). Cette levée illustre également le soutien croissant des pouvoirs publics au développement de la fusion, le gouvernement fédéral ayant fait de la construction de la première centrale à fusion au monde en Allemagne un objectif de son Hightech Agenda publié en 2025.

4. Amendement à la loi sur les énergies renouvelables et paquet réseau validés en Conseil des ministres

Deux projets de loi majeurs relatifs à la transition énergétique ont été adoptés le 29 juillet en Conseil des ministres : l'amendement à la loi sur les énergies

renouvelables (EEG) et le « *paquet réseau* ». Si l'objectif de 80 % d'énergies renouvelables dans la consommation brute d'électricité et les objectifs par filières sont maintenus à horizon 2030, ces projets de loi opèrent une réorientation de la politique de transition énergétique vers plus de rentabilité, d'avantage de marché et un rééquilibrage entre développement des renouvelables et du réseau électrique. Parmi les mesures-clés : la suppression progressive du tarif d'achat pour les petites installations photovoltaïques sur toitures d'une capacité inférieure à 25 kWc, l'introduction de contrats pour différence (*Contracts for Difference*, CfD) pour toutes les nouvelles installations d'une capacité installée supérieure ou égale à 100 kW et une clause de redispatch, limitant l'indemnisation des producteurs EnR en cas d'écêtement de leurs installations dans des zones de congestion du réseau prédéfinies. Les deux projets doivent encore être débattus et votés au Parlement en septembre, puis être approuvés par la Commission européenne pour pouvoir entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2027 – alors que le régime de soutien actuel aux énergies renouvelables arrive à échéance à la fin de l'année (Source : [BMWE](#)).

5. Amendement à la loi sur l'éolien en mer voté en Conseil des ministres

Le gouvernement fédéral s'est accordé le 2 septembre sur le projet de révision de la loi sur l'éolien en mer (WindSeeG). Pour rappel, la filière est confrontée ces dernières années à une perte de dynamique résultant à la fois de mécanismes de soutien imparfaits, de conditions économiques défavorables, ainsi que de retards dans le raccordement au réseau. Parmi les mesures prévues notamment : le maintien des objectifs de développement pour l'éolien en mer

(30 GW en 2030, 40 GW en 2035 et 70 GW en 2045), un assouplissement des volumes annuels soumis aux appels d'offres, la prolongation de la durée d'exploitation standard des éoliennes à 35 ans, contre 25 actuellement, un nouveau système d'appels d'offres en deux étapes prévoyant des *Contracts for difference*, mais seulement en second recours, si les acteurs ne décident pas en premier lieu de développer leur parc selon les principes du marché sans complément de rémunération. Le projet de loi ne prévoit en revanche pas de dispositif de restitution des zones attribuées lors des précédents appels d'offres 2023 et 2025, comme le demandaient certains acteurs du secteur. Ce projet de loi doit encore être débattu et voté au Bundestag (Source : [BMWE](#)).

6. Débat sur l'inscription de l'adaptation au changement climatique dans la Constitution

Face à l'intensification des vagues de chaleur de cet été en Allemagne, avec environ 15 800 décès liés à la canicule ([estimation](#) au 27 août par l'Institut Robert-Koch), le ministère fédéral de l'Environnement et de la Protection du Climat (BMUKN) de Carsten Schneider (SPD) souhaite inscrire dans la Constitution le principe d'une nouvelle « *mission commune* » entre l'État fédéral et les Länder pour l'« *adaptation au changement climatique et la protection de la nature* ». Le projet viserait, entre autres, à garantir un financement pérenne au niveau fédéral pour les communes, dont les besoins sont estimés à environ 8 Md€ par an, soit 40 Md€ sur cinq ans (selon l'association des villes et des communes allemandes). Une proposition de modification constitutionnelle est en cours d'élaboration par le groupe de travail Etat fédéral-Länder sur le cli-

mat, l'énergie, la mobilité et la durabilité. Elle sera discutée en septembre, puis examinée par la Conférence des ministres des Länder de l'Environnement (UMK) en novembre. Cependant, le projet se heurte à l'opposition de la CDU/CSU, dont le chancelier Friedrich Merz, estimant que les 100 Md€ issus du fonds spécial pour le climat et les infrastructures peuvent être déjà mobilisés pour l'adaptation.

7. Réactions du ministre C. Schneider à la proposition de la Commission sur la révision d'ETS1

Le ministre fédéral de l'Environnement et de la Protection du Climat Carsten Schneider (SPD) a accueilli favorablement la proposition de révision de la Directive établissant un système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union (SEQE-UE ou EU ETS), présentée le 17 juillet. Dans un [communiqué de presse](#) publié le 18 juillet, le ministre a souligné que « *la réforme confirme que l'ETS reste le pilier de la politique climatique européenne et le principal moteur d'investissements dans les technologies bas-carbone. Elle offre également une meilleure sécurité de planification pour les entreprises et renforce la compétitivité industrielle grâce à des flexibilités ciblées.* » Le ministre souligne plusieurs avancées : (i) un cadre clair jusqu'en 2040, garantissant la sécurité des investissements et renforçant la crédibilité des objectifs climatiques ; (ii) un Booster d'investissement pour inciter les entreprises à financer des projets de décarbonation ; (iii) une prise en compte des émissions négatives et une réserve de stabilité du marché renforcée, offrant des marges de manœuvre pour les secteurs confrontés à des défis techniques ou économiques majeurs et (iv) une modification des benchmarks de repli pour les

quotas gratuits, afin de soutenir les industries écono-miques intensives comme la chimie, la sidérurgie ou les matériaux de base, soumises à une double pression : réduire leurs émissions tout en restant compétitives face à la concurrence internationale. Le gouvernement allemand examinera désormais les propositions, notamment sur la protection contre les fuites de carbone et les incitations à l'investissement.

8. Un futur plan d'action pour renforcer la protection des mers

Le ministre fédéral de l'Environnement, de la Protection du Climat C. Schneider (SPD), a présenté le 2 juillet les grandes lignes d'un futur [Plan d'action pour la protection des mers](#) en Allemagne. Ce plan, qui sera élaboré d'ici la fin de l'année avec les ministères compétents, prévoit notamment de renforcer la lutte contre les « filets fantômes », en améliorant leur identification et leur récupération, ainsi que les structures de collecte dans les ports. Un projet pilote sur une agriculture « plus respectueuse de la mer » doit par ailleurs permettre d'identifier et de promouvoir des pratiques respectueuses des milieux marins dans les exploitations agricoles. L'objectif serait de réduire l'arrivée en mer de quantités de nutriments comme l'azote et le phosphore, qui sont la principale cause de l'eutrophisation et du manque d'oxygène en mer Baltique et en mer du Nord. Le plan prévoit d'accélérer la récupération des anciennes munitions immergées depuis les deux guerres mondiales et d'améliorer la protection des zones marines protégées, notamment en restreignant certaines méthodes de pêche et en interdisant des forages pétroliers et gaziers dans les zones protégées de la zone économique exclusive allemande. Il s'appuiera sur des initiatives existantes,

comme le programme ANK pour les solutions fondées sur la nature, et contribuera à la mise en œuvre du traité sur la Haute Mer (BBNJ), que l'Allemagne prévoit de ratifier en septembre 2026.

9. L'Allemagne risque de ne pas atteindre son objectif annuel de réduction des émissions en 2026

Selon une [première estimation](#) publiée le 28 août par le think tank Agora Energiewende, les émissions brutes territoriales de gaz à effet de serre (GES) en Allemagne n'auraient diminué que de 2% au premier semestre 2026, passant à 327 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (MtCO₂e), contre 334 MtCO₂e sur la même période en 2025. Cette légère baisse s'explique principalement par la faiblesse de la conjoncture et la hausse des prix des énergies fossiles, consécutive à la crise géopolitique au Moyen-Orient. Malgré des ventes records de véhicules électriques (368 000 immatriculations, soit +48 %) et de pompes à chaleur (195 000 unités vendues), ces progrès restent insuffisants pour compenser les émissions persistantes dans les secteurs industriels et énergétiques. Agora estime qu'au rythme actuel de réduction, l'Allemagne émettrait 635 MtCO₂e sur l'ensemble de l'année, dépassant ainsi le plafond légal de 625 MtCO₂e fixé par la loi allemande sur la protection du climat (KSG). Pour respecter l'objectif de 457 MtCO₂e en 2030, l'Allemagne devrait réduire ses émissions de 41 MtCO₂e par an en moyenne, soit près de trois fois le rythme actuel.

10. Déplacement du ministre Schneider en Ukraine

Le ministre fédéral de l'Environnement Carsten Schneider (SPD) a effectué une [visite](#) du 18 au 20 août, accompagné

d'une délégation d'entreprises allemandes spécialisées dans les technologies vertes. Le déplacement avait pour but de renforcer la coopération pour une reconstruction durable du pays et de soutenir son intégration européenne. Pendant cette visite, le ministre a (i) mené des échanges politiques à Kyiv sur l'intégration européenne, l'alignement du droit ukrainien aux normes environnementales de l'UE et la sécurisation énergétique via les énergies renouvelables ; (ii) lancé le premier forum d'investissement germano-ukrainien pour promouvoir des projets durables dans les énergies propres, le recyclage et l'efficacité énergétique et (iii) évalué les défis liés aux parcs nationaux ukrainiens, réservoirs uniques de biodiversité en Europe. Le ministre C. Schneider a annoncé un soutien financier allemand pour la réparation de l'arche de confinement de la centrale de Tchernobyl, endommagée par une attaque de drone en 2025. Les coûts estimés pour ces réparations s'élèvent à 500 M€.

11. L'Allemagne et l'Azerbaïdjan renforcent leurs relations bilatérales

Lors de la visite du président Ilham Aliyev le 21 juillet, à Berlin, l'Allemagne et l'Azerbaïdjan ont signé une déclaration commune jetant les bases d'une coopération bilatérale renforcée. Parmi les objectifs figure notamment la création d'un conseil économique germano-azerbaïdjanais. L'accent est également mis sur la coopération en matière d'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel via le Corridor gazier du Sud. Ce dispositif s'inscrit dans la stratégie allemande de diversification de ses sources d'approvisionnement d'énergie. Le chancelier a également fait état de discussions concernant un

potentiel programme d'investissements qui pourrait ouvrir de nouvelles perspectives aux entreprises allemandes sur place. (Source : [Bundesregierung](#))

12. L'Allemagne et l'Algérie renforcent leur coopération pour réduire les émissions de méthane

L'Allemagne et l'Algérie ont signé, le 16 juillet à Berlin, une déclaration d'intention visant à réduire les émissions de méthane dans les secteurs du pétrole et du gaz. Cette coopération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du règlement européen sur le méthane et prévoit de renforcer l'utilisation de technologies de détection et de réduction des fuites de méthane, les échanges sur les cadres réglementaires ainsi que le dialogue entre les autorités, les entreprises et les experts. Elle intervient alors que SONATRACH, groupe pétrolier et gazier algérien, et VNG, groupe énergétique allemand, ont signé le même jour un contrat d'approvisionnement en gaz, après une première déclaration conjointe en juin sur la réduction des émissions de méthane le long de la chaîne de valeur. Les deux pays souhaitent par ailleurs approfondir leur coopération dans les domaines du climat, de la biodiversité, de la gestion des déchets et de l'économie circulaire. À long terme, ils explorent également des opportunités pour le commerce transfrontalier d'hydrogène vert et d'électricité renouvelable. Par ailleurs, les deux pays ont convenu de renforcer leur coopération en matière d'énergie et sur les matières premières. (Sources : [BMUKN](#) et [Bundesregierung](#))

Transports

1. La sécheresse affecte le fret fluvial

La sécheresse estivale a causé une extrême baisse des niveaux des fleuves allemands (Rhin, Danube, Elbe), affectant les capacités de fret fluvial. La réduction des capacités de chargement affecte déjà les chaînes d'approvisionnement des secteurs chimique, sidérurgique et pétrolier, tandis que les reports vers la route et le rail sont limités par les capacités disponibles. Selon l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (IfW), cette situation pourrait réduire de 0,1 à 0,2 % la croissance allemande au troisième trimestre 2026. Si l'approvisionnement énergétique n'est pas menacé à ce stade grâce aux stocks et aux solutions logistiques alternatives, la crise se répercute en revanche sur les prix des carburants dans certaines régions. Dans ce contexte, le nouveau ministre fédéral des Transports S. Bilger (CDU) a engagé des mesures d'urgence pour faciliter le report temporaire du fret vers la route et le rail, notamment l'assouplissement des interdictions de circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés. Le gouvernement entend également renforcer, à moyen terme, l'adaptation de la flotte et des infrastructures fluviales aux épisodes de sécheresse.

Entreprises & International

1. Volkswagen valide son plan de 50 000 licenciements

Le conseil de surveillance de Volkswagen a adopté à l'unanimité le 4 septembre 2026 un plan d'économies prévoyant la suppression de 50 000 postes, dont près de 25 000 en Allemagne. Cette décision intervient alors qu'un

plan similaire - qui a déjà vu partir 50 000 salariés de Volkswagen mais aussi de ses filiales Porsche et Audi - avait déjà été mis en place en décembre 2024. En tout, ce seront donc 100 000 emplois qui auront été supprimés par la firme automobile dans le monde en près de cinq ans, soit 15 % de ses effectifs. Dans un mémo interne, le président du directoire O. Blume a qualifié la situation de « plus grande tourmente » de l'histoire du groupe, confirmant l'absence de commandes de véhicules après 2030 pour les sites de Hanovre, Emden, Zwickau et Neckarsulm. Ce risque important de fermeture des sites historiques de Volkswagen continue d'alimenter les négociations avec les syndicats et le Land de Basse-Saxe (actionnaire à 20% des droits de vote). Ceux-ci avaient déjà rejeté un premier projet de restructuration le 9 juillet dernier.

2. Siemens progresse dans son programme de restructuration « One Tech Company »

Le groupe allemand avance dans la répartition des postes de direction dans le cadre de sa nouvelle structure « One Tech Company », effective au 1er octobre. Son dirigeant Roland Busch souhaite ainsi quitter le modèle d'organisation historique de l'entreprise en silo, pour devenir un seul groupe technologique intégré. Jusqu'à 20 000 salariés en Allemagne verraient leur fonction ou titre modifiés dans le cadre du programme, source d'incertitude interne, alors que la plupart des « C-titres » (CFO, etc.) doivent disparaître au profit d'intitulés type « Head of ». En particulier, Peter Körte cède le titre de CTO (repris un échelon plus bas, et rattaché à Cedrik Neike) et dirige désormais Smart Infrastructure, où le boom des data centers tire fortement l'activité (hausse

des commandes de +42 %). C. Neike et P. Körte restent considérés comme les deux successeurs potentiels de Roland Busch, dont le contrat est prévu jusqu'à 2030. Siemens conjugue restructuration profonde et résultats records : au 2^e trimestre 2026, le chiffre d'affaires progresse de 8 % à 20,8 Md€, les commandes de 13 % à 27,9 Md€ ; le groupe relève sa prévision annuelle malgré une action en repli de 5 % après l'annonce.

3. Nouvelle position de la VDMA sur la Chine

La fédération des machines-outils (VDMA) a publié sa nouvelle position sur la Chine intitulée « pour la compétitivité et une concurrence loyale ». Elle y propose plusieurs mesures visant à garantir une concurrence loyale au sein du marché unique. Elle soutient ainsi l'imposition de droits compensateurs au niveau des groupes de produits et se positionne en faveur d'un renversement de la charge de la preuve, en laissant 90 jours aux exportateurs chinois pour prouver qu'il n'y a pas de distorsion de concurrence. Elle s'oppose, en revanche, à l'instauration de mesures de sauvegarde par l'Union européenne, et propose, notamment, de renforcer la surveillance du marché et de sanctionner plus systématiquement les infractions aux règles européennes. Pour lire la position complète : [VDMA](#)

4. Les parlementaires de la coalition poussent en faveur d'une protection commerciale renforcée

Dans un papier du 28 août, les dirigeants des groupes parlementaires CDU/CSU et SPD appellent à renforcer la protection de l'industrie allemande et européenne face à la concurrence jugée déloyale. Publié à l'issue d'une réunion à huis clos à Münster, ce document

soutient une application plus rapide et plus large des mesures antidumping et antisubventions, tout en demandant de réduire les dépendances et déséquilibres géoéconomiques.

En matière automobile, les parlementaires confirment leur soutien à une flexibilisation des objectifs CO₂, en demandant notamment d'autoriser après 2035 les véhicules hybrides *plug in*, à prolongateur d'autonomie et les moteurs thermiques à haut rendement, et de suspendre le durcissement du facteur d'utilité des hybrides prévu pour janvier 2027. Les représentants des groupes politiques souhaitent également intégrer des critères de contenu local aux dispositifs de soutien à l'achat et au leasing de véhicules électriques, sous réserve de leur conformité au droit européen.

5. Les industriels des secteurs de la défense et du spatial réalisent d'importantes levées de fonds

Les entreprises de défense ont réalisé d'importantes levées de fonds cet été : l'entreprise spécialisée dans l'IA de défense Helsing a récolté 1,8 Md USD en série E en juillet 2026, portant sa valeur à 18 Md USD, Quantum Systems a levé 1,2 Md USD en série D en juillet et Stark Defence 500M€ en série C en juin. Ces trois entreprises ont en commun d'être sur le segment stratégique de la construction de drones, technologie qui a profondément transformé le champ de bataille en Ukraine. Helsing est ainsi devenue la start-up de défense la plus cotée en Europe et à nouveau la start-up allemande la plus cotée, tous domaines confondus.

La start-up spatiale franco-allemande The Exploration Company a également récolté 300 M USD au mois d'août, devenant ainsi une entreprise cotée à

2 Md USD. L'entreprise travaille au développement d'un lanceur lourd réutilisable.

Numérique & Innovation

1. Le gouvernement fédéral présente sa nouvelle stratégie start-ups et scale-ups

Le 22 juillet, la ministre fédérale de l'Economie, Katherina Reiche, a présenté la nouvelle stratégie allemande en faveur des start-ups. Celle-ci rassemble 152 mesures autour de huit axes couvrant l'ensemble du cycle de développement des entreprises innovantes : financement, transfert technologique, simplification administrative, accès à la commande publique, compétences, coopération public-privé-académique et internationalisation. Le volet financier constitue l'essentiel de l'effort, avec notamment le prolongement du fonds pour l'avenir (*Zukunftsfonds*, fond public fédéral). La stratégie marque également un renforcement de l'orientation vers les technologies de défense et de sécurité, avec la création envisagée d'un instrument permettant à l'État fédéral de prendre directement des participations dans des entreprises stratégiques. Elle prévoit par ailleurs la création de la marque « Startup Germany », destinée à fédérer l'écosystème allemand et à renforcer son attractivité in-

ternationale. L'accueil de l'écosystème, notamment de Startup Verband et Bitkom, est globalement favorable, avec de fortes attentes sur la mise en œuvre des mesures annoncées.

2. L'Allemagne renforce sa coopération avec la France et le Royaume-Uni sur la sécurité de l'IA

Lors d'une visite au Royaume-Uni en juillet, le ministre fédéral de la transformation numérique et de la modernisation de l'administration, K. Wildberger, a annoncé avec son homologue britannique un renforcement de la coopération bilatérale en matière de sécurité de l'IA, notamment autour des enjeux liés aux modèles d'IA avancés. Berlin souhaite ainsi s'inspirer du modèle de l'AI Security Institute (AISi) britannique pour développer son propre institut dédié à la sécurité de l'IA. En parallèle, la France et l'Allemagne ont convenu, lors du Conseil des Ministres franco-allemand du 17 juillet 2026, de renforcer leur coopération dans ce domaine, notamment à travers une collaboration étroite entre l'Institut National pour l'Évaluation et la sécurité de l'intelligence artificielle (INESIA) et le futur institut allemand, afin de développer leurs capacités communes d'évaluation et de sécurisation des systèmes d'IA avancés

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jérôme BROUILLET

Rédacteurs : Adèle BESSOULE, Clara FUMEX, Marie GEERAERTS, Thomas GOJJAT-GOUTTEQUILLET, Stéphanie JALLET, Camille LARMINAY, Amaury RENAUDIE

Relecteurs : Etienne PASTEAU, Frédéric MARCHAL

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr